

RECONSTRUIRE LA COHESION SOCIALE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ?

Le rôle du dialogue interreligieux dans le rétablissement de l'Etat de droit



20 mars 2018

Palais des Nations, Genève

15h00 – 16h30 salle XXIII

Mme Marie-Thérèse Keita-Bocoum

Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine

S.E. Cardinal Dieudonné Nzapalainga

Président Caritas Centrafrique et membre de la plateforme des confessions religieuses

S.E. Imam Oumar Kobine Layama

Président de la Conférence Islamique RCA et membre de la plateforme des confessions religieuses

Rév. François Ndeckere Ziangba

Pasteur, représentant de l'Alliance évangélique centrafricaine

Remarques conclusives :

S.E. Mgr. Ivan Jurkovič

Observateur Permanent du Saint-Siège

S.E. Mme Nassima Baghli

Observateur Permanent, Organisation de Coopération Islamique (OIC)

Modération : Catherine Fiankan-Bokonga, Journaliste correspondante auprès de l'ONU et Vice-Présidente Club Suisse de la Presse

Interprétation en anglais/français

5 ans après le quasi effondrement de l'Etat centrafricain, le pays est toujours loin d'avoir retrouvé une situation sécuritaire stable et paisible ainsi qu'une société réconciliée. Au contraire, l'Etat et la MINUSCA sont dépassés par la multiplication de bandes criminelles qui ravagent les communautés et continuent d'instiller la peur afin d'exploiter les ressources naturelles du pays.

Dans un pays où les parties au conflit ont régulièrement tenté d'instrumentaliser la population en montant les gens les uns contre les autres sur des bases ethniques ou religieuses, les responsables religieux ont un rôle particulièrement important à jouer. Dans ce contexte, l'établissement d'une plateforme interreligieuse pour la paix est une initiative notable. La participation de la société civile et des communautés religieuses au Forum de Bangui a également été une étape clef conduisant à apaiser des citoyens terrorisés et leur donner davantage de confiance dans leurs institutions, au moment des élections présidentielles.

Ceci a fait dire à l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en RCA que la reconstruction de la cohésion sociale et du contrat social devait faire l'objet davantage d'efforts. Cet événement a pour but de soutenir cet appel et de contribuer à une meilleure compréhension de comment parvenir à progresser dans cet objectif fondamental pour assurer à la RCA un avenir meilleur.